

L'abonné à l'édition N° 1 reçoit avec ce numéro LA PETITE ILLUSTRATION contenant la fin du roman : QUAND LES LOUPS ONT FAIM, par M^{me} Isabelle Sandy.

94^e ANNÉE
—
N° 4890

L'ILLUSTRATION

21
NOVEMBRE
1936

Louis BASCHET, Codirecteur.

RENÉ BASCHET, Directeur.

GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.



AUX APPROCHES DE MADRID

En haut : installés sur le toit d'une maison des faubourgs, des journalistes de toutes nationalités assistent au bombardement de la capitale espagnole par les avions. — *En bas* : une colonne nationaliste dans les rues d'Alcorcon (à 12 kilomètres au sud-ouest de Madrid).

Photographies Keystone et Associated Press.

A NEW YORK, LA NUIT DE L'ÉLECTION

Notre collaborateur et ami M. Paul Hazard, professeur au Collège de France, dont on n'a pas oublié, entre autres, les Impressions d'Amérique publiées ici même en 1931, se trouvait de nouveau à New York au moment de l'élection présidentielle et voici l'intéressante page qu'il nous envoie à ce sujet.

3-4 novembre 1936.

En apparence, les choses se sont passées comme à l'ordinaire et suivant des rites bien établis. Les deux candidats, non contents d'utiliser la T. S. F. jusqu'à en perdre la voix, ont voulu se montrer en personne aux électeurs : et les voilà qui ont parcouru tout l'échiquier des Etats-Unis, serrant des mains innombrables, prononçant des discours et des discours ; cinq discours, pas un de moins, la veille du jour décisif. Les états-majors respectifs ont multiplié les inventions stratégiques, en partant de cette idée que, la réclame étant toute-puissante pour faire acheter des montres, des autos ou du chocolat, elle doit être infaillible aussi pour faire élire un président. Donc, ils ont usé et abusé de la réclame, à grand renfort de formules, de slogans, de caricatures, d'informations de presse ; ils ont frété quiconque est supposé avoir une influence sur le public, les boxeurs, les joueurs de base-ball, les coureurs olympiques ; il y en a même un qui avait promis son concours, le même jour et à la même heure, pour deux réunions différentes, l'une démocrate et l'autre républicaine : il n'y regardait pas de si près. J'ai entendu des haut-parleurs ambulants remplir les rues de leurs annonces tonitrueuses ; j'ai vu des avions écrire dans le ciel les noms des candidats en lettres de fumée qu'emportait le vent. On m'a distribué des petits papiers, simplistes et décisifs, pour exciter ma bile contre les prodigalités du *New Deal*. Ainsi : *Combien d'impôts dans une miche de pain ? — 53, depuis la moisson jusqu'à la table. — Combien de personnes sont-elles aidées, directement ou en partie, par le gouvernement ? — 64.057.000 personnes émergent, directement ou indirectement, aux fonds publics.* De même, on m'a remis une feuille pliée en deux portant en gros caractères : *Pourquoi faut-il voter pour les républicains ?* J'ai déplié la feuille et j'ai lu : *Dieu seul le sait !* Dans un théâtre, j'ai vu comparaître des mannequins qui portaient un pyjama déchiré, une robe en morceaux, une chemise en lambeaux, des souliers éculés et qui jouaient au bridge avec des cartes dont les coins étaient coupés. Explication : voilà ce que les taxes enlèvent à un pyjama, à une robe, à une chemise, à des souliers, à un jeu de cartes. Conclusion : ne votez pas pour Roosevelt !

Toujours pour me conformer aux usages, je n'ai pas manqué de me rendre le 3 novembre au Times Square, devant l'écran lumineux qui annonce les résultats : nous n'étions guère qu'un million de personnes sur la place et dans Broadway. J'ai eu les oreilles assourdies par les trompettes, les crécelles et autres instruments mélodieux ; j'ai eu les yeux brûlés par les feux multicolores qui dansent, virevoltent, tournoient, qui vous éblouissent et qui vous rendent fou. Dans cette belle nuit de novembre, tiède et moite, j'ai pris ma part de l'immense carnaval. Foule non pas enivrée, puisqu'on avait salutairement interdit toute vente d'alcool avant 9 heures du soir ; mais électrisée ; mais fiévreuse ; mais

impatiente d'extérioriser sa joie. Quand Landon paraît sur l'écran, il est hué. Quand Roosevelt paraît sur l'écran, on applaudit, on siffle, on hurle, on fait voler dans l'air confetti et journaux. Roosevelt mène ; Roosevelt conquiert Etat sur Etat ; les résultats ne sont plus douteux : Roosevelt est élu. Vive Roosevelt !

Si donc j'avais été tenu en réserve dans Sirius et si quelque dieu fantaisiste m'avait tout d'un coup déposé, hier soir, à la même place où je me trouvais il y a quatre ans, j'aurais pu croire que le spectacle continuait sans changement. Comme je me serais trompé !

Il y a quatre ans, la psychologie d'un citoyen américain pris dans la foule était à peu près celle-ci : la prospérité s'en est allée ; on m'a trompé, on s'est moqué de moi en m'assurant que je n'avais qu'à tourner le coin de la rue pour la ressaisir ; je veux un nouveau gouvernement qui soit capable, lui, de me rendre la prospérité. La question qui s'est posée cette fois est différente : on est dans le plan social, on n'est plus seulement dans le plan économique. Les républicains et les démocrates, dont les programmes ne différaient que par des nuances quelquefois indéfinissables, cette fois se sont affrontés moins encore pour des intérêts divergents que pour des principes essentiels. Un républicain, maintenant, est un conservateur ; un démocrate est un libéral. Gardons-nous d'employer des mots qui, transposés aux Etats-Unis, perdraient leur sens ; ne parlons pas de droite ou de gauche. Mais un fait est certain : une lutte de classes s'est engagée ; d'un côté, une oligarchie industrielle et commerciale qui, provisoirement, a perdu la partie ; de l'autre côté, le peuple qui a gagné.

D'où cet empressement à voter : dans la seule ville de New York, on a compté environ 500.000 inscrits de plus qu'il y a quatre ans. D'où cette vivacité dans la lutte, ces discussions passionnées, cette aigreur : « Quel que soit le résultat de l'élection, me dit un de mes amis, je suis heureux de penser que la campagne est terminée, car pour un peu nous aurions perdu

le grand privilège de notre pays qui est de ne pas connaître la haine. » D'où cet apparent paradoxe que les gens de la campagne et les gens des villes, dont les intérêts sont en général contradictoires, ont voté dans le même sens. D'où cette faillite quasi générale des prédictions : les journaux qui, recueillant l'opinion de leurs lecteurs et organisant des votes de paille, comme on dit ici, ont prêté que les républicains l'emporteraient peut-être et qu'en tout cas les deux partis demeureraient très près l'un de l'autre n'ont oublié qu'une chose : le suffrage de ceux qui n'expriment pas leur avis, qui ne répondent pas à l'appel des journaux ; ils n'ont oublié que la masse. L'argument d'après lequel Roosevelt l'a emporté parce qu'une majorité d'électeurs veulent continuer à toucher la manne gouvernementale est impuissant à expliquer une adhésion aussi générale et cet éclatant succès. Après quatre années de pouvoir, l'emporter encore par 11 millions de voix, conquérir 46 Etats sur 48, battre tous les records électoraux et devancer son concurrent de telle sorte qu'il n'y a guère, dans l'histoire, de candidat à la présidence des Etats-Unis qui ait obtenu un plus maigre total, ce résultat tiendrait du miracle, s'il y avait des miracles en politique. Le président Roosevelt a su faire mieux que de gagner le cœur du peuple : il a su le garder.

Demain, on pensera sans doute à la dette publique toujours accrue, lourd fardeau qui pèsera sur les enfants de la génération présente et sur les enfants de ses enfants ; aux dépenses vertigineuses ; aux emprunts ; aux taxes ; aux 11 millions de chômeurs. Mais, cette nuit, la foule heureuse ne songe qu'à son triomphe ; celui qu'elle applaudit sans se lasser chaque fois que son image réapparaît sur l'écran, entre les résultats du vote du Michigan ou de la Californie, c'est son héros souriant...

M. Landon, un peu surpris d'une si sensible défaite et qui a dû remiser le gâteau de la victoire que son chef avait préparé à tout hasard, avait mené vaillamment la lutte. En galant homme, et dans des termes excellents, il a aussitôt félicité son rival plus heureux. Disons-nous qu'au point de vue français nous sommes désolés de le voir rester dans son Kansas ? Ce ne serait pas sincère. M. Landon n'est pas précisément l'homme qu'on pourrait appeler Européen, et ce nom, si on le lui appliquait, ne lui ferait pas un sensible plaisir. Il est de ceux qui voient dans l'Europe un amas incohérent de folles nations acharnées l'une contre l'autre et travaillant à leur perte : ce qui est peut-être vrai ; mais il est aussi de ceux qui croient que l'Amérique doit se tenir à part, se replier sur elle-même et, comme il l'a dit dans ses discours, ne s'occuper que de ses propres affaires : ce qui est impossible. On ne peut pourtant pas demander que les barrières qui entourent une nation s'abaissent quand il s'agit de vendre et d'encaisser et qu'elles se relèvent dès que les deux opérations sont terminées. L'idée que les Américains ne doivent pas franchir l'Océan pour leur plaisir ou pour leur culture, qu'ils ne doivent même pas se rendre à Paris, à Londres ou à Rome parce que ces méchants Européens transforment aussitôt en canons et en mitrailleuses l'argent qu'on leur apporte n'est pas non plus entièrement philosophique. Ce n'est pas que Franklin Roosevelt veuille lancer l'Amérique dans quelque aventure que ce soit. Du moins a-t-il le sens de l'Europe et le sens de l'humanité.

PAUL HAZARD.



Le président Roosevelt, accompagné de Mrs. Jane R. Roosevelt, sa mère, de Mrs. Franklin D. Roosevelt, sa femme, et (à droite) d'un de ses secrétaires particuliers, sortant de l'église Saint-James à New York, pendant la campagne électorale.

21.11.1936



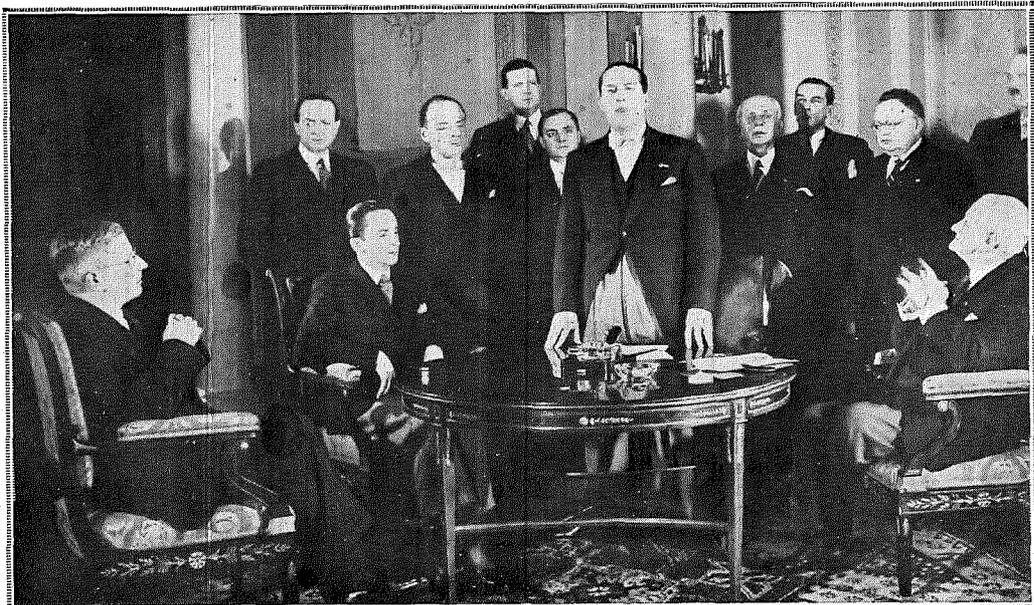
Inauguration de la Maison internationale des étudiants : le cortège officiel à la Cité universitaire.

LA MAISON INTERNATIONALE DES ÉTUDIANTS

Le président de la République a, le samedi 14 novembre, inauguré solennellement la fondation Rockefeller — ou « Maison internationale des étudiants » — dont le but est de réunir pour des jeux, des conférences, des spectacles, des fêtes la jeunesse de toutes les nations qui, venue de tous les pays du monde, peuple la Cité universitaire. Nous avons déjà consacré un important article illustré (numéro du 21 mars 1936) à cette admirable création d'un philanthrope ami des arts, des lettres, de la jeunesse. Nos gravures ont fait pénétrer le public de *L'Illustration* dans cette maison claire, dans son magnifique salon, dans sa bibliothèque, dans la salle de spectacle et dans le restaurant qui peut permettre à plus de 700 étudiants de se réunir.

M. Honnorat, qui est le grand animateur de la Cité universitaire, a reçu le chef de l'Etat qu'accompagnaient M. Jean Zay, ministre de l'Education nationale, et M. Vienot, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Des discours furent prononcés dans la plus aimable des atmosphères. M. Honnorat, M. le recteur Charléty, MM. Vienot et Jean Zay exaltèrent, non sans émotion, la rayonnante initiative du généreux donateur. Après quoi, la Maison internationale des étudiants fut officiellement remise par l'ambassadeur des Etats-Unis.



Un des derniers entretiens de la conférence tripartite de Vienne.

De gauche à droite : M. le chancelier Schuschnigg, MM. Guido Schmidt, secrétaire d'Etat autrichien, et de Kanya, ministre des Affaires étrangères de Hongrie. — Au centre, debout, le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères italien.

POLITIQUE ET DIPLOMATIE

LA CONFÉRENCE TRIPARTITE DE VIENNE

Une conférence tripartite s'est tenue à Vienne les 11 et 12 novembre entre le chancelier Schuschnigg, assisté de son secrétaire d'Etat M. Guido Schmidt, le comte Ciano et M. de Kanya, respectivement ministres des Affaires étrangères d'Italie et de Hongrie. Cette réunion était conforme aux protocoles de Rome qui ont institué entre l'Italie, l'Autriche et la Hongrie une collaboration étroite dans l'ordre économique et aussi politique. On lui prêtait toutefois par avance une importance particulière, en raison de l'accord austro-allemand du 11 juillet dernier et du récent rapprochement de l'Italie et de l'Allemagne lors du voyage du comte Ciano à Berlin et à Berchtesgaden. On prétendait même qu'elle serait l'occasion d'une déclaration solennelle en faveur du rétablissement des Habsbourg. Le communiqué officiel publié à son issue est beaucoup moins significatif qu'on ne le laissait entendre. Ce qu'il contient de plus remarquable est la reconnaissance par l'Autriche et la Hongrie de l'empire italien d'Ethiopie. Il était difficile qu'il en fût autrement. L'Autriche et la Hongrie, en s'abstenant de participer aux sanctions, comme elles y auraient été tenues par leur qualité de membres de la Société des Nations, avaient déjà implicitement approuvé la conquête italienne, et le gouverne-



Le comte Ciano passant une revue des troupes à Budapest.

ment de Rome, pour des raisons de prestige, subordonne à cette reconnaissance toute politique concertée avec d'autres Etats. Pour le reste, la conférence de Vienne se borne à des déclarations assez vagues. Elle admet le bien-fondé de la réclamation autrichienne et hongroise quant à l'égalité des droits en matière d'armements, mais c'est là une satisfaction de principe qui, jusqu'à présent, ne se traduit par aucune décision effective. L'Italie, qui recherche actuellement les sympathies de la Petite-Entente, ne tient pas à s'engager dans une voie qui, les lui aliénerait. Acte a été pris, sans plus, de l'accord austro-allemand et des conversations du comte Ciano avec les dirigeants allemands, mais l'entente italo-allemande n'est retenue que pour les seuls problèmes danubiens. On peut en déduire que l'Autriche, soucieuse de son indépendance, ne veut pas se laisser entraîner trop ouvertement dans le sillage de l'Italie et de l'Allemagne. Les trois signataires des protocoles de Rome réaffirment leur désir de collaboration concordante et leur résolution de développer les relations économiques avec les autres Etats, mais par voie d'accords bilatéraux, ce qui élimine un règlement solidaire entre tous les Etats danubiens. En quittant Vienne, le comte Ciano s'est rendu à Budapest, où il a trouvé le plus chaleureux accueil et participé à de nombreuses manifestations données en son honneur.

LE VOYAGE DE M. BECK A LONDRES

M. Joseph Beck, ministre des Affaires étrangères de Pologne, s'est rendu à Londres le 7 novembre et il y a eu des entretiens suivis avec M. Eden. Cette visite était prévue depuis longtemps. Elle répondait à celle que le secrétaire d'Etat britannique avait faite à Varsovie en 1935 et seule la mort du roi George V l'avait retardée. Elle n'en a pas moins été dominée par les préoccupations actuelles. C'est la première fois qu'un ministre polonais est officiellement reçu en Angleterre. Entre les deux pays, en effet, les rapports ont longtemps été assez froids, surtout à l'époque de M. Lloyd George. Un des soucis constants de la Pologne était de faire garantir ses frontières : or, l'Angleterre n'a jamais voulu prendre des engagements continentaux excédant le statut rhénan et c'est une des raisons pour lesquelles, en 1925, un Locarno de l'Est ne put être réalisé. La Pologne s'engagea ensuite dans l'orbite de Berlin, mais elle s'est récemment rapprochée de la France

comme l'attesta la venue à Paris du général, aujourd'hui maréchal, Smigly-Rydz. C'est dans cette atmosphère nouvelle que les conversations anglo-polonaises se sont déroulées. Elles ont porté à la fois sur des points particuliers et sur la politique générale. M. Joseph Beck a entretenu des affaires de Dantzig M. Eden, qui en est le rapporteur auprès de la Société des Nations. Il lui a aussi parlé de l'émigration polonaise. On sait que la Pologne, dont la natalité est surabondante, cherche des débouchés pour son surcroît de population. A ses israélites, elle voudrait ouvrir plus largement la Palestine. Comme elle n'a pas de colonies, elle s'appête aussi à réclamer à Genève des « territoires de peuplement ». En ce qui concerne la politique générale, la Pologne, qui se trouve placée entre l'Allemagne et la Russie, redoute de leur servir de champ de bataille en cas de conflit. Les pactes franco-soviétique et russo-tchécoslovaque l'inquiètent doublement, en raison de son alliance avec la France et de son inimitié avec la Tchécoslovaquie. Sans doute sait-elle qu'il n'est pas possible, devant l'opposition de l'Allemagne et de l'Italie, de lier les problèmes de la sécurité orientale et de la sécurité occidentale. Elle souhaiterait néanmoins de n'être pas tenue entièrement en dehors des prochaines conversations « locarniennes », ne serait-ce que pour affirmer son rang de grande puissance européenne. A ce titre, elle considère qu'elle peut jouer un rôle efficace pour le maintien de la paix. Ce rôle, on l'avait destiné à la Russie, mais l'idée de mêler celle-ci aux affaires européennes répugne de plus en plus aux adversaires du bolchevisme. La Pologne ne semble-t-elle pas toute désignée pour reprendre sur l'échiquier européen la place de l'Union soviétique, laquelle se trouverait refoulée vers l'Asie ? Tels sont quelques-uns des sujets qui ont été abordés à Londres.

UNE NOUVELLE « DÉNONCIATION » ALLEMANDE

Le gouvernement du Reich vient, une fois de plus, de procéder à une répudiation unilatérale des traités : par une note remise, le 14 novembre, aux diverses chancelleries il a dénoncé en bloc les clauses du traité de Versailles relatives à la navigation sur les fleuves allemands, sous le prétexte qu'elles n'étaient pas compatibles avec l'égalité des droits et sa « souveraineté nationale ». C'est la partie XII du traité de Versailles, ou tout au moins ses sections I et II (articles 321 à 364 inclus),

que l'Allemagne déchire. Les dispositions en cause visaient à assurer la liberté du transit à travers le territoire allemand par les fleuves navigables et canaux les plus appropriés et maintenaient les zones franches existant avant le 1^{er} août 1914 dans les ports allemands. Cette « internationalisation » concernait pour une partie de leur cours l'Elbe, l'Oder, le Niémen, le Danube, le Rhin. Ces diverses voies fluviales étaient placées sous le contrôle de commissions internationales. En outre, l'article 380 stipulait la liberté de navigation dans le canal de Kiel, et l'article 366 donnait à bail à la Tchécoslovaquie, pour une période de quatre-vingt-dix-neuf ans, des zones franches dans les ports de Hambourg et de Stettin. Sur la demande du Reich, des négociations étaient en cours pour remplacer l'ensemble de cette réglementation par un statut nouveau, et une entente était sur le point d'aboutir. En ce qui concerne particulièrement le Rhin, un *modus vivendi* provisoire avait été arrêté le 4 mai 1936 et devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier prochain. L'initiative allemande ne se justifie donc pas, sinon par le désir d'un nouveau geste théâtral et, peut-être, par l'arrière-pensée secrète de rendre plus difficile tout règlement « locarnien ». Pratiquement, c'est surtout la Tchécoslovaquie qui est menacée, car l'Allemagne pourra, à tout moment, lui couper ses communications par eau. L'affaire ne saurait en rester là. Elle aura probablement son écho à Genève et le gouvernement français a décidé d'entamer aussitôt des négociations avec les autres gouvernements intéressés en vue d'une protestation commune. D'ores et déjà, et pour reprendre toute sa liberté, il a dénoncé le *modus vivendi* qu'il avait accepté pour le Rhin. — R. L.

LE TROISIÈME MARÉCHAL DE LA POLOGNE

En témoignage de reconnaissance nationale, le gouvernement polonais a décidé d'élever au maréchalat le général Smigly-Rydz, inspecteur général de l'armée, qui devient ainsi le troisième maréchal de la Pologne, les deux autres ayant été, avant lui, Pilsudski et Foch, lequel reçut cet honneur exceptionnel au lendemain de la grande guerre. Le bâton, insigne de sa nouvelle dignité, a été remis au maréchal Smigly-Rydz par le président de la République de Pologne au cours d'une grandiose parade militaire.

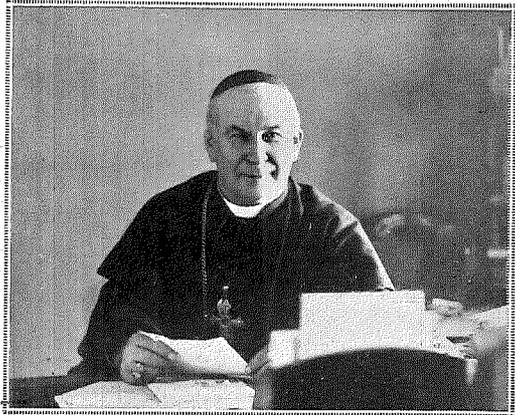


Le président de la République de Pologne, M. Moscicki, remet les insignes de sa dignité au nouveau maréchal Smigly-Rydz.

A gauche, au-dessus de l'estrade, le buste du maréchal Pilsudski.

UN GRAND PRÉLAT

Le cardinal Maurin, archevêque de Lyon et de Vienne, primat des Gaules, est décédé dans la nuit du 15 novembre. Agé de soixante-dix-sept ans, le prélat était né à La Ciotat (Bouches-du-Rhône) le 15 février 1859. Il reçut les ordres le 8 avril 1882 et l'abbé Louis-Joseph Maurin fut élu le 1^{er} septembre 1911 évêque de Grenoble et sacré la même année, le 24 octobre, à Marseille, par le cardinal Andrieu, archevêque de Bordeaux. En 1916, le 1^{er} décembre, M^{sr} Maurin fut promu archevêque



Le cardinal Maurin.
Phot. H. Manuel.

de Lyon, au siège de saint Irénée. Le 7 décembre il recevait des mains du pape le chapeau de cardinal et le pallium le 12 décembre.

Le cardinal Maurin avait été maintes fois légat du pape.

LES HEURES TRAGIQUES DE MADRID

La bataille de Madrid a brusquement modifié les conditions de la guerre espagnole. Jusque-là les miliciens, dont on ne saurait contester le courage individuel, s'étaient montrés de médiocres soldats : indisciplinés, inexpérimentés, mal encadrés, ils étaient en état d'infériorité manifeste toutes les fois qu'ils se rencontraient avec les troupes de Franco, composées en majeure partie de professionnels : légionnaires, Marocains, « réguliers », commandés par des officiers de carrière. Les « nationaux » possédaient en outre un armement et une aviation dont ne disposaient pas leurs adversaires. C'est ce qui explique la rapidité relative de leurs succès. Bien que moins nombreux, ils remportaient l'avantage dans la plupart des combats livrés en rase campagne et gardaient l'initiative des opérations. Depuis la prise de Tolède et de Talavera de la Reina, notamment, leur progression, au sud, au sud-ouest et à l'ouest de Madrid, avait été foudroyante. Toute résistance avait été brisée. Les gouvernementaux, abandonnant des positions fortement retranchées, refluaient en désordre vers la capitale, dont le gouvernement s'était enfui, comme s'il n'avait point de doute sur une capitulation prochaine et inévitable. Un vent de panique soufflait. Victorieuse à Brunete, Villaviciosa, Mostoles, Pinto, Getafe, Alcorcon, Carabanchel, Villaverde, puis à Boadilla del Monte, à Cuatro Vientos et à Real Casa de Campo, l'armée du général Varela atteignait, le 8 novembre, les abords immédiats de la capitale, qu'elle ceinturait étroitement le long du Manzanares, et cherchait à s'emparer des têtes de ponts de Ségovie, de Tolède, de la Princesse. Quatre colonnes accentuaient d'heure en heure leur pression : les colonnes Tella et Baron, au sud, les colonnes Castejon et Ascensio, sous les ordres du colonel Yague, à l'ouest et au nord-ouest. Les radios annonçaient déjà : « Madrid est virtuellement pris. »

C'est alors que les choses changèrent soudain d'aspect. Le champ de bataille n'était plus le même : c'était une ville, ou tout au moins ses faubourgs, c'est-à-dire un terrain beaucoup plus propice à une lutte acharnée, derrière des barricades improvisées ou à l'abri de maisons converties en forteresses. Les miliciens retrouvaient cette guérilla de rues, où ils excellent. La défense, elle aussi, s'était réorganisée. Il n'était plus question d'un chef bolchevik, mais du général gouvernemental Miaja, qui l'avait prise en main avec vigueur, faisait respecter son autorité, rétablissait la discipline. Des secours importants lui parvenaient de Catalogne, d'où plusieurs milliers de volontaires venaient se joindre à leurs camarades madrilènes. Une légion internationale était formée, avec des communistes français ou russes pour la



Le général Varela et deux officiers de son état-major devant un plan de Madrid.

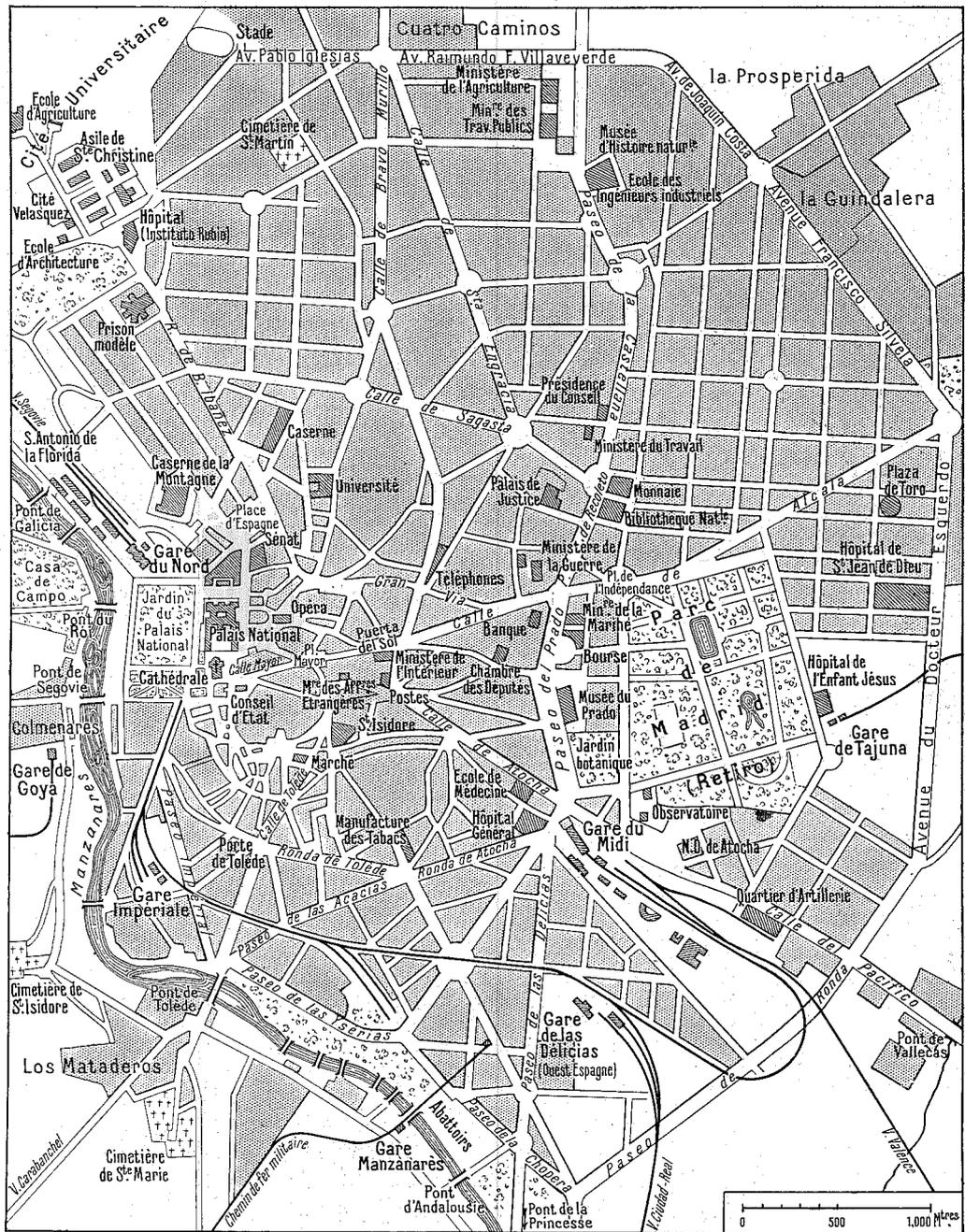
plupart. Des armements, des munitions, des avions d'origine soviétique arrivaient en abondance. De la défensive, les gouvernementaux passaient à la contre-offensive. Ils opéraient des sorties, harcelaient leurs assaillants, bombardaient ou mitraillaient du haut des airs leurs rassemblements, leurs arrières, leurs convois, leurs avions.

Les nationaux ne s'étaient pas attendus à cette réaction de dernière heure. Ils ne voulaient pas,

non plus, faire usage de tous les moyens militaires qu'ils auraient employés contre une ville ennemie. Ils savaient que dans Madrid vivait une population qui subit depuis plusieurs mois la terreur rouge, mais n'aspire qu'à être délivrée. Chaque obus tombant sur la ville risquait de tuer des partisans secrets, des amis, des parents même.

Il serait vain de vouloir retracer avec une prétention quelconque d'exactitude les péripéties sanglantes qui se sont déroulées depuis le 8 novembre. On ne peut accorder qu'un crédit très limité aux communiqués officiels des deux partis, qui n'ont jamais été plus incertains et plus contradictoires. Pour ce qui est des dépêches privées, celles qui proviennent de Madrid subissent une censure rigoureuse qui leur ôte toute valeur, et les correspondants de presse accrédités auprès du général Franco n'ont pas accès à la zone des combats. Ces réserves faites, voici l'essentiel des informations qui semblent offrir quelque véracité :

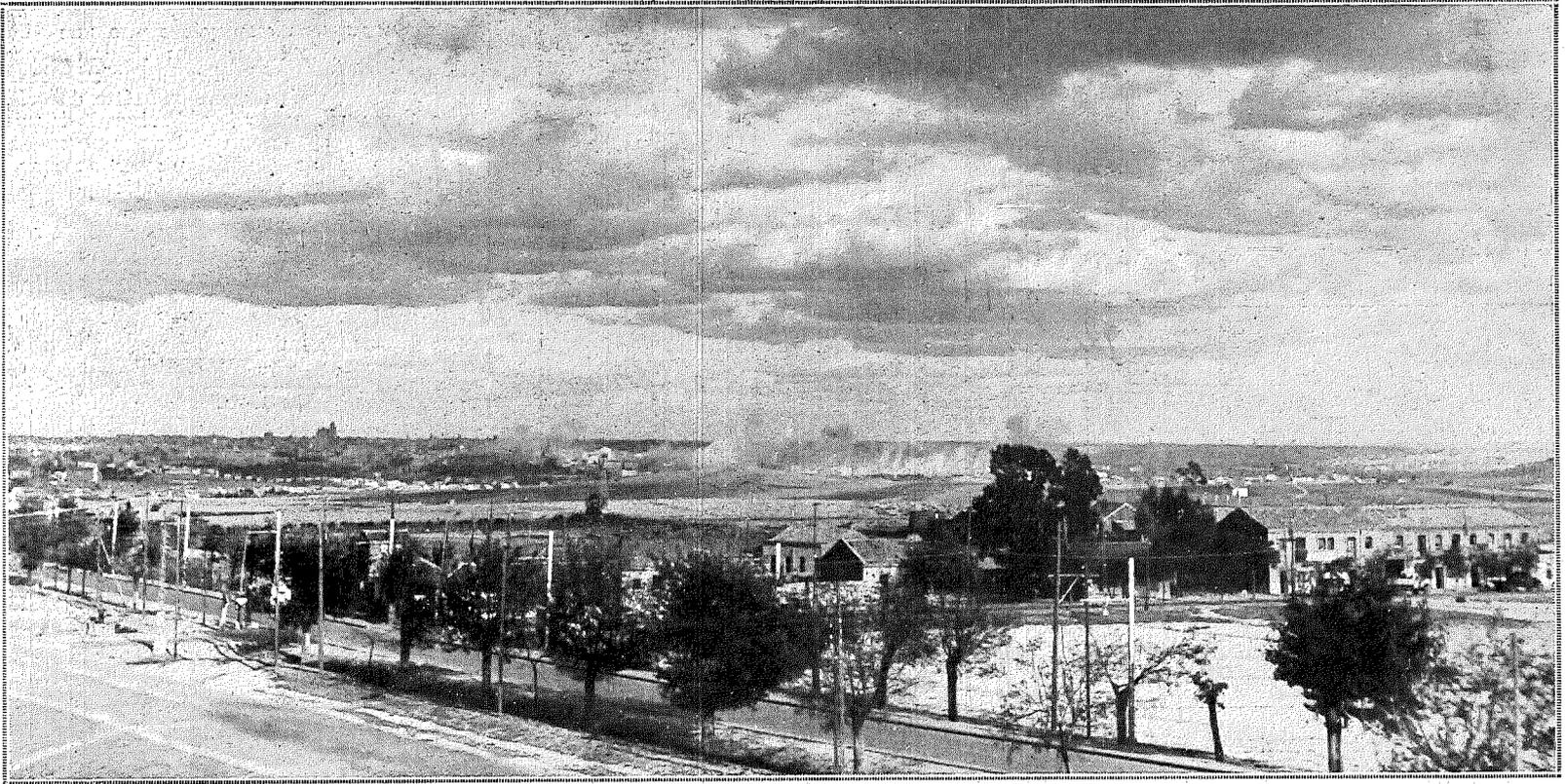
Les quatre colonnes assaillantes ont dirigé leurs attaques sur un front allant de Casa del Campo, au nord-ouest, au pont de la Princesse, au sud. Evitant le pont de Ségovie et celui de Tolède, minés, elles ont réussi, dès le 8 novembre, à franchir le Manzanares au lit desséché à l'aide de tanks et à prendre pied sur la rive gauche. Les gouvernementaux ont alors déclenché une contre-attaque violente à l'aile gauche de ce dispositif. L'avance nationaliste s'est pourtant continuée, le 9, dans les faubourgs, notamment, au sud, celui d'Yserias. Des combats acharnés étaient signalés près de la gare de las Delicias, de la gare du Nord et de la Cité universitaire (au nord-ouest de la capitale). La journée du 10 était plutôt favorable aux gouvernementaux, qui obligeaient leurs adversaires à un temps d'arrêt et probablement même à un recul sur plusieurs points. En même temps ils esquissaient un mouvement enveloppant, pour contourner l'aile droite du général



Plan de Madrid.

Au 16 novembre, d'après les diverses dépêches de la journée, il semble que les forces nationalistes aient commencé de pénétrer dans Madrid, à l'ouest, par la Casa de Campo en direction de la caserne de la Montagne et, plus au nord, par la Cité universitaire en direction du sud-est.

21.11.1936



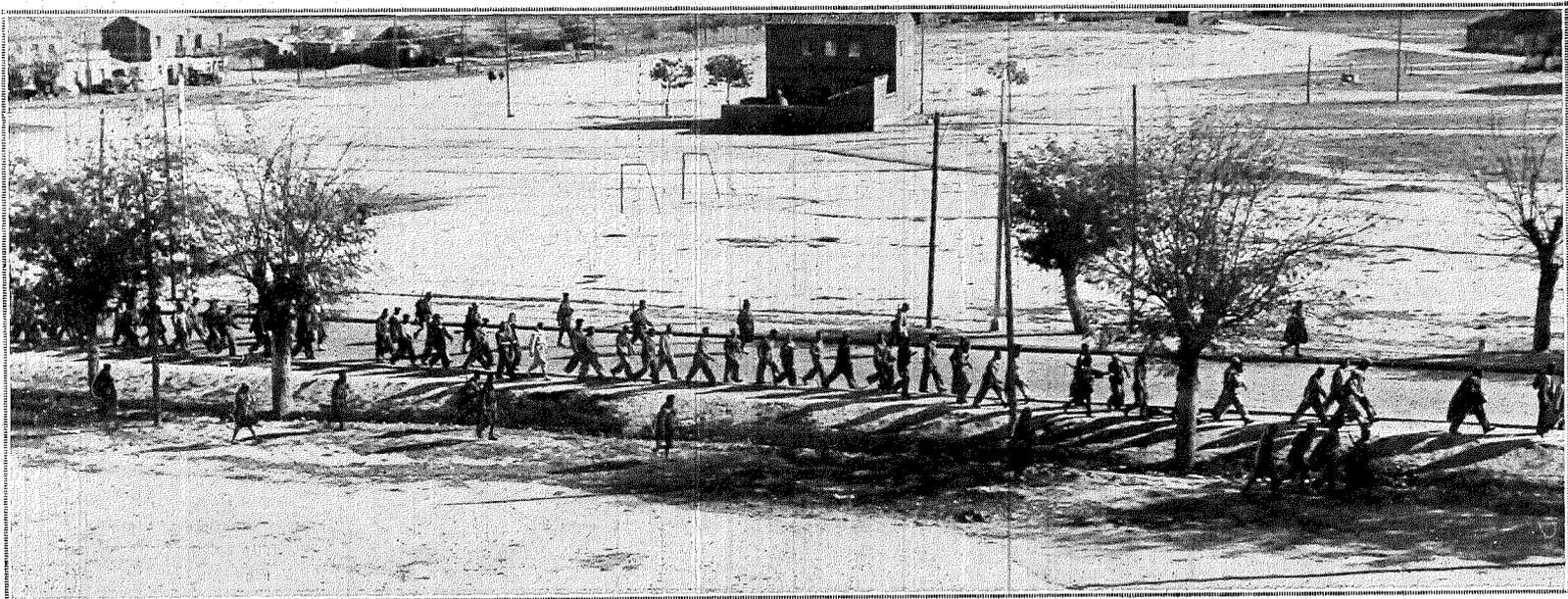
Madrid bombardé par avions. — *Phot. Darcy.*



Vêtements abandonnés en plein champ par des miliciens refoulés près de Valmojado.



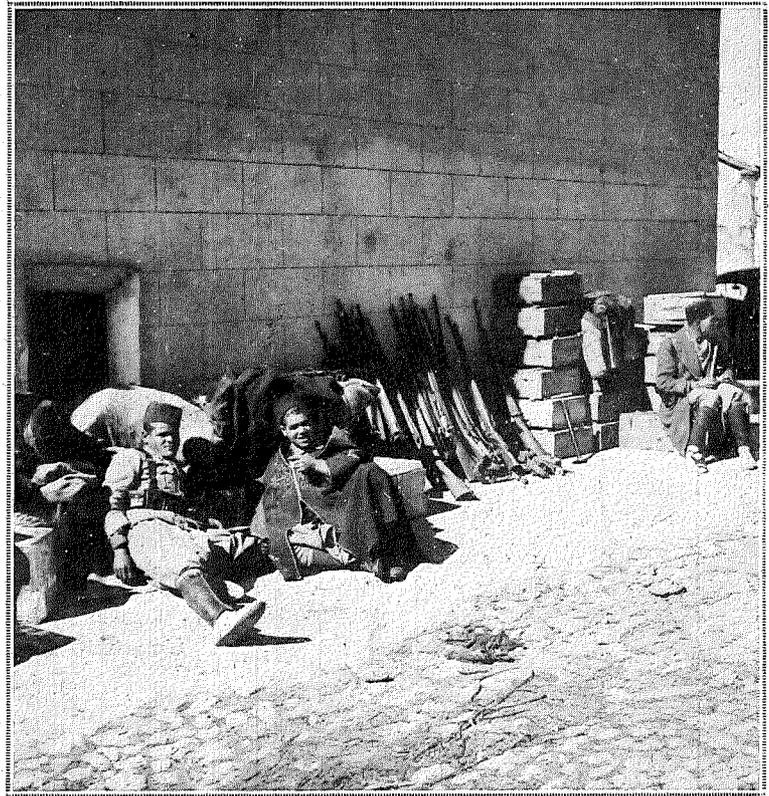
Tranchée des « rouges » enlevée lors de la prise de Navalcarnero. Photographies J. Clair-Guyot.



Prisonniers faits à la Casa del Campo et conduits à l'arrière par des « nationaux ». — *Phot. Darcy.*

L'ATTAQUE MÉTHODIQUE DE MADRID

21. 11. 1936



Char d'assaut, fusils et munitions saisis aux gouvernementaux à Valmojado.

Photographies J. Clair-Guyot.

Varela, en direction de Villaverde. Comme, d'autre part, le 12, on se battait avec violence pour la possession de Carabanchel Bajo, qui est nettement au sud-ouest de Madrid, on voit combien il est malaisé de se rendre compte de ce qui se passe dans ce secteur, qui est le théâtre d'avances et de reculs successifs pour les deux partis.

Au début de cette semaine, aucune décision n'avait encore été acquise, ni d'un côté ni de

l'autre. Les communiqués nationalistes faisaient état d'une attaque massive déclenchée dans la journée du dimanche 15 novembre par l'ouest et le nord-ouest, et qui serait parvenue à atteindre plusieurs objectifs sur la rive droite du Manzanares. Mais les communiqués gouvernementaux ont opposé à cette nouvelle un démenti formel. Ils ont, en revanche, signalé une tentative de percée faite par les troupes républicaines sur le

front de l'Escorial. Le général Franco, dans une déclaration, a chiffré à 40.000 hommes la force dont il disposait autour de la capitale. C'est peu pour investir une agglomération aussi vaste, ce qui expliquerait la lenteur des opérations. Entre temps, les raids d'avions et les bombardements se sont multipliés, causant dans la malheureuse ville des dégâts énormes et, parmi la population civile, des tués et blessés par centaines.



Soldats de l'armée assillante dans les ruines d'Alcorcon.



L'hommage du président de la République au Soldat inconnu.

LES FÊTES DE L'ARMISTICE

Le 11 novembre, la France tout entière a célébré avec une ferveur profonde et avec une gravité particulière le dix-huitième anniversaire de l'Armistice. Moins d'un quart de siècle après la victoire, les grandes inquiétudes de 1914 sont en partie revenues et le vaste espoir de 1918 a été réduit par des déceptions à l'intérieur comme à l'extérieur. Aussi a-t-on pu constater, au-dessus des divisions de la politique et devant les menaces que crée la présente atmosphère de fièvre en Europe, un sensible resserrement de la solidarité nationale.



Les enfants des écoles pendant le défilé des drapeaux des régiments dissous.



Le défilé des petits chars d'assaut avenue des Champs-Élysées.

Le gouvernement et les anciens combattants avaient voulu que cette fête de l'Armistice fût célébrée dans le calme pieux et avec la dignité grave qui conviennent à l'hommage répétant, chaque année, une grande leçon. L'Arc de Triomphe avait cette année reçu une nouvelle décoration due à l'architecte Emile Aillaud. Autour du terre-plein, douze stèles se paraient de grandes couronnes vertes. Les noms des grands combats : Yser, Flandres, Artois, Somme, évoquant les glorieux sacrifices. L'un des piliers de l'Arc, face aux Champs-Élysées, se drapait, avec un faste impressionnant, d'un immense drapeau national dont les trois couleurs frémissaient sous l'aigre bise de cette journée pluvieuse. Et la réduction des cimetières du front, les croix de bois groupées sur le terre-plein, fit venir aux yeux bien des larmes.

Le service d'ordre parfait contenant la foule, la belle ordonnance des défilés, la ferveur très particulière des assistants ont donné aux cérémonies le caractère très pur qui leur était dû. L'innovation heureuse, ce fut l'immense cortège de 16.000 enfants